

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

**ARRÊTÉ**

**portant autorisation d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement**

DIRECTION  
DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT  
N°IC 20035044  
LA

*Le Préfet des Côtes d'Armor,  
Chevalier de la Légion d'honneur,*

- VU** le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** le Code de l'Environnement ;
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU** le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 13 juin 1994, modifié le 1<sup>er</sup> juillet 1999, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages avicoles soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111 1° de la nomenclature ;
- VU** le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 31 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 31 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 27 décembre 2004, établissant le 3<sup>ème</sup> programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 5 décembre 1979, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « INSTITUT DE SELECTION ANIMALE », relatif à l'exploitation à COETLOGON au lieu-dit « Le Bois Haye » d'un élevage avicole de 60000 animaux équivalents (soit 60000 poules pondeuses) ;
- VU** la demande présentée le 17 janvier 2000 par l'installation classée « **S.A.S. HUBBARD** », sise « Mauguérand BP 169 » en LE FOEIL, en vue d'un changement de production et mise aux normes de la gestion des déjections d'un élevage avicole de 80000 animaux équivalents., à COETLOGON au lieu-dit « Le Bois Haye » (Section ZM n° 114-113) ;
- VU** les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU** les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU** les délibérations des conseils municipaux de COETLOGON (16 mai 2001)- PLUMIEUX ( 21 mai 2001) ;
- VU** les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;

**VU** le rapport global de présentation de la S.A.S. HUBBARD en date du 25 février 2005 et les rapports du 25 février et 5 juillet 2005 relatifs au site « Le Bois Haye » de l'Inspecteur des Installations Classées,

**VU** l'avis émis par la Commission départementale compétente en matière d'Environnement, de Risques Sanitaires et Technologiques le 25 mai 2005 ;

**CONSIDERANT** qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDERANT** que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement article L.514-6 du Code de l'Environnement et qu'en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes ; et que les apports en « phosphore » ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux

**CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de QUINTIN, dont le seuil d'obligation de traitement est de 12500 UN et le plafond d'épandage 75 ha ;

**CONSIDERANT** que l'exploitation produit 12800 UN,

**CONSIDERANT** que la Sté renonce à tout plan d'épandage de déjections à l'état brut chez les agriculteurs,

**CONSIDERANT** la mise aux normes réglementaires de la gestion des déjections par le compostage du fumier dans les installations de la SARL AVIPOST de l'HERMITAGE LORGE.

**CONSIDERANT** le contrat de reprise avec AVICOMPOST pour 1280 tonnes de fumier,

**CONSIDERANT** le changement de production entraîne une augmentation de la capacité d'accueil de l'élevage mais une diminution significative de la production d'azote sur ce site ;

**CONSIDERANT** que des travaux sont nécessaires pour ralentir la vitesse des eaux pluviales compte tenu de l'importance de la surface couverte et de la déclivité du terrain (pente douce) pour prévenir des nuisances occasionnées par les événements météorologiques, non maîtrisables

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

### **- A R R E T E -**

#### **ARTICLE 1<sup>ER</sup>** –

Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « **S.A.S. HUBBARD** », à installer et exploiter à « Le Bois Haye » (section ZM n° 114-113) en , conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage avicole de 80000 animaux équivalents en présence simultanée, (sous réserve que la rotation du cheptel sur les poulaillers permette de limiter la production annuelle azote à 12800 kg d'azote) répartis comme suit :

| Effectif « Le Bois Haye »    | Animaux équivalents                      |
|------------------------------|------------------------------------------|
| 16000 coquelets              | soit 16000 animaux équivalents           |
| 64000 poulettes              | soit 64000 animaux équivalents           |
| <i>Total : 80000 animaux</i> | <i>Total : 80000 animaux équivalents</i> |

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique 2111 1° de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2004 visé ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après.

## **ARTICLE 2 -**

2.1 l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

### *2.2 PRESCRIPTIONS GENERALES DE SECURITE :*

2.2.1. - Les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2.2.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.5. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m<sup>3</sup>, conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

### *2.3 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ELEVAGE AVICOLE :*

2.3.1. - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 12000 m<sup>2</sup>.

2.3.2. - Toutes les eaux usées (sas, etc.) y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.3.3. - La société devra disposer, dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification de l'arrêté préfectoral, d'un ouvrage de stockage du fumier, d'une durée minimale de 3 mois, pour pallier toute interruption imprévue de l'exploitation de la société AVICOMPOST.

2.3.4. - Un bassin orage correctement dimensionné devra être réalisé dans un délai de 6 mois.

### *2.4. - TRANSFERT :*

2.4.1. Destinations des produits :

L'exportation finale par le repreneur pour épandage dans un canton où la charge moyenne d'azote organique est inférieure à 140 UN/ha est une condition d'acceptation de la mesure de résorption proposée par l'exploitant, condition de prise en compte au titre de la résorption. L'exploitant devra s'assurer de son effectivité et de la crédibilité de la traçabilité mise en place.

Les produits obtenus ne pourront en aucun cas être épandus dans des cantons où la charge moyenne en azote organique à l'hectare est supérieure à 140 kg d'azote.

En cas de non respect de cette prescription, le pétitionnaire devra adapter ses effectifs ou sa gestion de l'élevage afin de se mettre en conformité avec l'arrêté préfectoral du programme d'action en vigueur.

#### 2.4.2. Traçabilité des produits :

Le pétitionnaire tiendra à jour un registre de la destination des engrais et produits comportant au minimum pour chaque enlèvement et type de produit, les informations suivantes :

- a) Date d'enlèvement du site
- b) Nom, adresse et coordonnées du destinataire
- c) Le type de produit (fientes, fumier, compost...)
- d) Le nom du transporteur
- e) Les quantités en tonnes justifiées par les tickets de pesée, et en m3

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués :

- a) La date de départ
- b) Le type de produit
- c) La référence à la norme ou le numéro d'homologation
- d) Les quantités enlevées en tonnes et en m3
- e) La désignation du transporteur
- f) La dénomination de l'exploitant, son adresse
- g) Les coordonnées de la société qui assure la commercialisation

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrées et leurs destinations finales, ces dernières pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise. L'exploitant doit pouvoir tenir à la disposition des organismes de contrôle les bons d'enlèvement qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

### ARTICLE 3 –

#### **Résorption**

Transfert : 12800 kg d'azote.

Par diminution de cheptel : 2624 unités d'azote

### ARTICLE 4 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.



## ARTICLE 5 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

## ARTICLE 6 -

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

## ARTICLE 7 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de COETLOGON pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de COETLOGON pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'installation classée « S.A.S. HUBBARD ».

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'installation classée « S.A.S. HUBBARD » dans deux journaux d'annonces légales du département.

## ARTICLE 8 -

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté d'autorisation du 5 décembre 1979 susvisé..

## ARTICLE 10 -

« Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée ».

## ARTICLE 11 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,  
Le Maire de COETLOGON,  
L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée au pétitionnaire *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de COETLOGON, PLUMIEUX et LA TRINITE-PORHOET (56) pour information.*

SAINT-BRIEUC, le



LE PREFET,

Pour le PREFET,  
Le Secrétaire Général.

JACQUES MICHELOT

7 SEP. 2009